

Les dynamiques Régionales de Sécurité en Afrique de l'Ouest: Coopérations et Rivalités entre États

Regional Security Dynamics in West Africa: Cooperation and Rivalries Between States

Pr Aboubacrine, AGUISSA, enseignant-chercheur

Université des Sciences Juridiques et Politique de Bamako
Nom de l'institution en langue étrangère: University of Legal and Political Sciences of Bamako
Boubtoure@gmail.com
ORCID ID: 0009-0006-6672-7722

Makale Bilgisi / Article Information

Makale Türü / Article Types : Araştırma Makalesi / Research Article

Geliş Tarihi / Received : 22.02.2025

Kabul Tarihi / Accepted : 24.04.2025

Yayın Tarihi / Published : 06.06.2025

Yayın Sezonu / Pub Date Season : Haziran / June

Numéro spécial des Journées Scientifiques de la Science Politique au Mali (JSPM)

Cilt / Volume : 3 • Sayı / Issue: Özel Sayı-Special Issue • Sayfa / Pages: 7-20

Atıf / Cite as

AGUISSA, A. Les dynamiques Régionales de Sécurité en Afrique de l'Ouest: Coopérations et Rivalités entre États. Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi, 3/Özel Sayı (2025), 7-20

Doi: 10.5281/zenodo.15569619

İntihal / Plagiarism

Bu makale, en az iki hakem tarafından incelendi ve intihal içermediği teyit edildi.
This article has been reviewed by at least two referees and scanned via a plagiarism software.

Yayın Hakkı / Copyright®

Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi uluslararası, bilimsel ve hakemli bir dergidir. Tüm hakları saklıdır.
Journal of Interdisciplinary African Studies is an international, scientific and peer-reviewed journal.
All rights reserved

Résumé: L'Afrique de l'Ouest est le théâtre de coopérations et de rivalités inter-tatiques complexes en matière de sécurité. Des organisations régionales comme la CEDEAO jouent un rôle crucial dans la promotion de la sécurité. Les tensions politiques et les alliances sélectives entre États influencent fortement la sécurité régionale. Cet article adopte une approche documentaire pour analyser ces dynamiques à travers des études de cas spécifiques et propose une compréhension approfondie des dynamiques régionales de sécurité en Afrique de l'Ouest.

Mots-clés: Sécurité régionale, Afrique de l'Ouest, CEDEAO, coopération, rivalité.

Abstract: TWest Africa is a scene of complex inter-state security cooperation and rivalry. Regional organizations such as ECOWAS play a crucial role in promoting security. Political tensions and selective alliances between states strongly influence

regional security. This article adopts a documentary approach to analyze these dynamics through specific case studies and offers an in-depth understanding of regional security dynamics in West Africa.

Keywords: Regional security, West Africa, ECOWAS, cooperation, rivalry

Introduction

L'Afrique de l'Ouest, région en proie à de multiples défis sécuritaires tels que le terrorisme, la criminalité transfrontalière et les conflits internes, est caractérisée par des relations complexes entre les États. Le contexte actuel, marqué par la montée des groupes armés non étatiques et l'instabilité politique, exige une coopération accrue entre les pays de la région pour stabiliser les zones les plus vulnérables. Cependant, cette coopération est souvent entravée par des rivalités interétatiques qui fragmentent les efforts de sécurité collective.

Ainsi, les dynamiques de sécurité régionale en Afrique de l'Ouest sont influencées par deux forces majeures : les coopérations interétatiques, qui renvoient aux collaborations institutionnelles, militaires et politiques entre les États et les rivalités interétatiques, qui se manifestent par des tensions et des conflits d'intérêts entre ces mêmes États. Ces deux forces déterminent l'efficacité des réponses régionales aux crises sécuritaires. En effet, la coopération interétatique repose sur le principe que les menaces à la sécurité régionale, comme le terrorisme, les rébellions armées et la criminalité organisée, ne peuvent être efficacement combattues que par des réponses collectives. Selon Adebajo, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) représente un exemple concret de cette coopération. L'organisation a joué un rôle crucial dans la résolution des crises en Afrique de l'Ouest, notamment par ses interventions en Sierra Leone et au Liberia. Thierry Vircoulon abonde dans ce sens en affirmant que "la sécurité collective en Afrique de l'Ouest dépend de la capacité des États à collaborer, à partager des informations et à mobiliser leurs ressources communes". Cette vision de la coopération régionale est renforcée par la création d'initiatives comme le défunt G5 Sahel, qui regroupe le Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Tchad, pour lutter contre le terrorisme dans la région sahélienne. Pour Vincent Foucher, cette coopération militaire repose sur une "réponse collective et coordonnée aux menaces transfrontalières, où les États mobilisent leurs forces armées pour stabiliser la région". Cependant, les rivalités interétatiques nuisent à la coopération sécuritaire et fragmentent les efforts régionaux. Ces rivalités sont souvent motivées par des intérêts politiques ou économiques divergents, des conflits de leadership ou des influences extérieures. Aly Tounkara souligne que "les tensions politiques entre certains États sahéliens, exacerbées par des agendas nationaux contradictoires, freinent les initiatives de sécurité collective". Par exemple, les tensions entre le Mali et la Côte d'Ivoire, ou encore entre certains

États sahéliens et leurs voisins côtiers, démontrent que les rivalités peuvent nuire à la stabilité régionale. Ibrahim Maïga ajoute que “les divergences stratégiques, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, alimentent des rivalités géopolitiques qui affaiblissent l’efficacité des actions régionales”. En somme, la coopération et les rivalités interétatiques constituent deux forces opposées qui influencent de manière significative les dynamiques de sécurité en Afrique de l’Ouest. Tandis que la coopération renforce la capacité des États à répondre aux menaces communes, les rivalités politiques, économiques et stratégiques affaiblissent les initiatives de sécurité collective, compromettant ainsi la stabilité de l’ensemble de la région.

Dans le cadre de cette communication, l’analyse se concentrera sur l’Afrique de l’Ouest, une région marquée par des menaces transfrontalières. Il sera mis en lumière les interactions entre les États membres, ainsi que les accords bilatéraux ou multilatéraux en matière de sécurité en particulier entre les pays du Sahel et les États côtiers. La période d’étude couvre principalement les années 2010 à 2024, une phase critique marquée par l’intensification des attaques terroristes et l’instabilité politique. L’analyse se limitera aux impacts des coopérations et des rivalités sur la sécurité régionale, en excluant les dynamiques économiques ou sociales.

L’intérêt théorique du sujet réside dans l’analyse des concepts de coopération et de rivalité interétatique dans le cadre des relations internationales, en particulier dans le contexte africain. Ce sujet permet de comprendre comment les États, malgré leurs divergences politiques, économiques et géostratégiques, peuvent s’unir face à des menaces communes comme le terrorisme et la criminalité transnationale. Il enrichit également la réflexion sur l’efficacité des organisations régionales en matière de gestion des crises sécuritaires. Sur le plan théorique, ce sujet contribue à une meilleure compréhension des dynamiques régionales en Afrique de l’Ouest, souvent sous-estimées dans les études de sécurité internationale. Sur le plan pratique, il est d’une importance capitale pour les décideurs politiques et les praticiens de la sécurité en Afrique de l’Ouest. Il offre des pistes pour améliorer les stratégies de coopération entre États, en identifiant les obstacles liés aux rivalités et en proposant des solutions pour renforcer l’intégration régionale. Les résultats de cette analyse peuvent également éclairer les politiques de prévention des conflits, faciliter la coordination des interventions militaires, et promouvoir une approche plus inclusive et concertée dans la gestion des crises sécuritaires.

En effet, dans ce contexte marqué par des menaces transnationales, les États ouest-africains sont contraints de collaborer pour assurer la sécurité régionale. Cependant, ces coopérations sont souvent entravées par des rivalités politiques et des intérêts divergents. Cela justifie à suffisance l’interrogation autour de la question de savoir comment les coopérations et rivalités interétatiques in-

fluencent-elles la gestion des défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest, et dans quelle mesure ces relations affectent-elles la stabilité régionale ?

Pour répondre à cette question, nous analyserons dans un premier temps les effets positifs des coopérations interétatiques sur la sécurité régionale (I), puis nous explorerons les impacts négatifs des rivalités interétatiques sur ces dynamiques (II).

Les effets positifs des coopérations interétatiques sur la sécurité régionale

A. La mutualisation des ressources et les capacités de défense

La coopération interétatique permet aux États de mettre en commun leurs ressources, renforçant ainsi leur capacité à faire face à des menaces communes. Elle facilite la mobilisation de troupes et de moyens logistiques. La coopération permet tout au plus de partager des renseignements, essentiels pour prévenir des attaques terroristes ou des actions criminelles transfrontalières.

1. Le partage des moyens militaires et logistiques

Cela constitue un pilier fondamental dans la coopération sécuritaire en Afrique de l'Ouest, particulièrement dans notre contexte où les menaces transcendent les frontières nationales. Les États de la région, souvent limités en termes de capacités militaires, ont compris que la mise en commun de leurs ressources et capacités était indispensable pour assurer la stabilité régionale.

Rappelons que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à travers sa force en attente (la Force de Réaction Rapide de la CEDEAO), devait incarner cette mutualisation. Toutefois, selon Adebajo "la CEDEAO a démontré sa capacité à mobiliser rapidement des ressources militaires et logistiques lors des crises en Sierra Leone, au Liberia, et plus récemment au Mali, prouvant que la coopération militaire régionale est essentielle pour la stabilité". La CEDEAO met à disposition des soldats provenant de divers États membres, qui partagent non seulement des équipements, mais aussi des bases opérationnelles et des centres de commandement pour intervenir efficacement en cas de crise.

De son côté, le défunt G5 Sahel, regroupant le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Tchad, est un autre exemple de mutualisation militaire en Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'une initiative visant à coordonner les efforts des États sahéliens pour lutter contre le terrorisme, en particulier dans les zones désertiques difficiles d'accès. Comme le souligne Vircoulon, "le G5 Sahel représente une réponse innovante face aux défis terroristes, où la mutualisation des capacités de défense est une nécessité absolue pour faire face à un ennemi mobile et transnational". Cette force conjointe devait mener des opérations militaires

coordonnées et partagent des ressources telles que des bases logistiques et des unités spécialisées en reconnaissance et en renseignement.

Par ailleurs, l'Alliance des États du Sahel (AES), composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger, est une évolution récente de cette dynamique de mutualisation. Face à la recrudescence des attaques djihadistes, ces trois pays, sous des régimes militaires, ont décidé d'unir leurs efforts de manière encore plus étroite. L'Alliance vise à renforcer la coopération militaire entre les États sahéliens en créant des forces armées intégrées et en partageant des infrastructures logistiques pour les opérations. Le partage de ressources logistiques, telles que les bases militaires ou les équipements lourds comme les blindés et les hélicoptères, devient essentiel pour ces pays à ressources limitées.

Foucher observe que "l'Alliance des États du Sahel symbolise une nouvelle étape dans la coopération régionale, où le partage des moyens militaires et logistiques est central pour maximiser l'efficacité des opérations contre les groupes armés". Ces trois États ont mis en place des opérations conjointes le long de leurs frontières communes, où des bases militaires intégrées permettent de coordonner les opérations terrestres et aériennes. Le partage des infrastructures logistiques, comme les dépôts d'armes et les centres de ravitaillement, est essentiel pour assurer une présence continue dans les zones reculées et difficiles d'accès.

Cependant, cette mutualisation des moyens militaires et logistiques n'est pas sans défis. D'une part, elle exige une coordination accrue, ce qui peut être difficile à maintenir en raison des différences stratégiques et des rivalités entre certains États. Tounkara souligne que "les divergences politiques et les tensions internes, notamment au sein des pays sahéliens, compliquent souvent la mise en œuvre efficace de la mutualisation des moyens militaires". De plus, les capacités logistiques des États ouest-africains demeurent limitées, et une dépendance excessive à l'égard des partenaires internationaux, comme la France ou l'Union européenne, peut freiner la véritable autonomie des initiatives régionales.

Ainsi, le partage des moyens militaires et logistiques représente un aspect clé de la coopération sécuritaire en Afrique de l'Ouest. Si des initiatives comme l'Alliance des États du Sahel montrent des résultats positifs, elles restent confrontées à des défis structurels et politiques qui nécessitent une plus grande harmonisation des stratégies régionales.

En tout état de cause l'Alliance des États du Sahel représente un renforcement significatif de la coopération militaire en Afrique de l'Ouest, particulièrement face aux menaces transnationales. Bien qu'elle repose sur une vision ambitieuse de mutualisation des ressources et de coordination militaire, son succès dépendra de sa capacité à surmonter les défis structurels et politiques qui freinent souvent les initiatives régionales dans la lutte contre l'insécurité.

2. Le renseignement et de formation

La coopération en matière de renseignement et de formation est un aspect nécessaire de la sécurité régionale en Afrique de l'Ouest, notamment face aux menaces transfrontalières comme le terrorisme et le crime organisé. Les États sahéliens, tels que ceux de l'Alliance des États du Sahel ont compris que l'échange d'informations et la formation des forces armées étaient indispensables pour anticiper et contrer efficacement ces menaces.

Il permet aux pays de la région d'accéder à des informations nécessaires sur les mouvements des groupes armés et leurs stratégies. Selon Vircoulon "le renseignement partagé entre les États renforce la capacité de réaction rapide face aux attaques terroristes et limite les effets de surprise". Ce partage se fait à travers des centres de coordination régionale, où les données collectées sont analysées et distribuées aux forces armées des différents États.

En parallèle, la formation conjointe des forces armées constitue un autre pilier essentiel. Des programmes de formation, souvent soutenus par des partenaires internationaux, permettent aux forces armées locales de développer des compétences en matière de contre-insurrection, de gestion des conflits et de techniques de renseignement. Tounkara (2019) souligne que "les forces armées des États sahéliens bénéficient d'une meilleure préparation grâce à ces formations, ce qui les rend plus aptes à gérer les situations complexes sur le terrain".

En somme, cette coopération en renseignement et formation renforce l'efficacité opérationnelle des États sahéliens, améliorant leur capacité à répondre aux menaces communes.

B. La stabilisation et la résolution des crises grâce aux mécanismes régionaux

Les organisations régionales telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) jouent un rôle important dans la gestion des crises. Ces interventions favorisent une diplomatie de la sécurité, où les États s'appuient sur des mécanismes collectifs pour rétablir la stabilité.

1. Le rôle des organisations régionales dans la stabilisation

Le rôle des organisations régionales dans la stabilisation des crises en Afrique de l'Ouest est fondamental, notamment face aux défis sécuritaires posés par le terrorisme, les conflits internes et les menaces transfrontalières. Des organisations comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le G5 Sahel, et plus récemment l'Alliance des États du Sahel (AES), jouent un rôle clé dans la gestion et la résolution des crises régionales.

La CEDEAO a historiquement été un acteur central en matière de stabilisation, en intervenant militairement dans des conflits comme au Liberia et en Sierra Leone dans les années 1990, ou plus récemment au Mali en 2013. Selon

Adebajo "la CEDEAO a développé une capacité d'intervention rapide à travers sa force d'attente, permettant de prévenir des crises majeures ou d'y répondre efficacement". L'intervention de la CEDEAO se base sur des principes de diplomatie préventive, de dialogue politique et, en cas de besoin, de recours à la force militaire pour restaurer l'ordre.

Pendant, les limites de la CEDEAO, notamment face aux crises persistantes dans la région sahélienne, ont conduit à l'émergence de nouvelles initiatives régionales. C'est dans ce contexte qu'est née l'Alliance des États du Sahel (AES), formée par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, avec un objectif spécifique : renforcer la sécurité dans cette zone en mutualisant leurs efforts. L'AES se distingue par sa volonté d'une réponse locale aux défis terroristes, en excluant toute intervention extérieure directe. Il faut souligner que l'AES repose sur une stratégie d'autonomisation des États sahéliens pour gérer leur sécurité sans dépendance aux acteurs internationaux.

Ainsi, l'AES, tout en renforçant la coopération militaire et sécuritaire, s'inscrit dans la continuité des efforts régionaux pour stabiliser la région, en complémentarité avec des structures comme le G5 Sahel et la CEDEAO. Elle représente une nouvelle approche face aux limites des interventions internationales, visant à promouvoir une sécurité endogène et durable.

1. Les mécanismes de résolution des crises à travers le dialogue et la médiation

Les mécanismes de résolution des crises en Afrique de l'Ouest reposent largement sur des approches de dialogue et de médiation, menées par des organisations régionales comme la CEDEAO, l'Union africaine (UA), et plus récemment l'Alliance des États du Sahel (AES). Ces mécanismes visent à désamorcer les tensions, prévenir les conflits et promouvoir des solutions politiques durables.

Ainsi, la CEDEAO s'est distinguée par son approche proactive dans la résolution des crises à travers des médiations politiques et des dialogues inclusifs. L'organisation a joué un rôle important lors de la crise politique en Côte d'Ivoire (2010-2011), où elle a mené des négociations pour trouver une issue pacifique au conflit post-électoral. Selon Zounmenou (2013), "la CEDEAO a réussi à combiner des pressions diplomatiques avec des menaces d'intervention militaire pour encourager les acteurs en conflit à accepter la médiation". Le succès de cette médiation a abouti à la fin du conflit avec l'aide de l'intervention de l'ONU.

De manière similaire, l'Union africaine (UA) intervient souvent en partenariat avec la CEDEAO, en jouant un rôle de médiateur dans des crises plus complexes. Par exemple, en Guinée, l'UA et la CEDEAO ont conjointement facilité des négociations pour une transition pacifique après le coup d'État de 2008. Les médiateurs africains, souvent des chefs d'État ou d'anciens dirigeants, conduisent

ces dialogues avec l'objectif d'éviter l'escalade militaire, tout en favorisant une solution politique inclusive.

En ce qui concerne l'Alliance des États du Sahel (AES), bien que relativement nouvelle, elle a également commencé à mettre en place des mécanismes internes de médiation et de dialogue pour résoudre les crises, en particulier celles liées à l'insécurité dans la région sahélienne. En s'appuyant sur des principes de souveraineté et de gestion interne des conflits, l'AES se veut un acteur pivot dans la stabilisation de la région. Elle adopte de ce point de vue une approche plus autonome, en privilégiant des solutions locales et régionales, sans dépendance excessive à l'égard des partenaires extérieurs.

Dans ce cadre, l'AES encourage le dialogue entre les parties prenantes locales, notamment entre les communautés affectées par les violences et les acteurs étatiques. Elle soutient la mise en place de comités de médiation qui impliquent des chefs traditionnels, des leaders religieux, et des représentants de la société civile dans les processus de résolution des conflits. Ces comités jouent un rôle clé dans la pacification des zones où les tensions communautaires exacerbent les violences terroristes, comme l'ont montré les initiatives dans les régions du nord du Mali et de l'est du Burkina Faso. Ces approches participatives permettent de restaurer un climat de confiance entre les populations et les forces armées, tout en favorisant la réconciliation locale.

Les impacts négatifs des rivalités interétatiques sur la sécurité régionale

A. L'affaiblissement des mécanismes de sécurité collective

Les rivalités entre États freinent la coopération en matière de sécurité et affaiblissent les mécanismes régionaux. Par exemple, les divergences entre le Mali et la Côte d'Ivoire ou les tensions entre certains pays du Sahel limitent l'efficacité des initiatives régionales comme le défunt G5 Sahel. Ces rivalités empêchent une action collective cohérente, rendant certains États vulnérables aux attaques terroristes ou à l'instabilité interne.

1. Les divergences politiques et les rivalités interétatiques

Les divergences politiques et les rivalités interétatiques constituent un frein majeur à l'efficacité des mécanismes de sécurité collective en Afrique de l'Ouest. Bien que la région soit engagée dans des initiatives régionales, les intérêts nationaux divergents et les tensions historiques entre certains États limitent souvent la coopération.

Les États ouest-africains adoptent des approches différentes face aux défis sécuritaires. Par exemple, certains pays privilégient une approche diplomatique ou la médiation, tandis que d'autres optent pour des interventions militaires plus directes. Cette diversité de visions sur la manière de traiter les menaces, qu'il

s'agisse du terrorisme, de la criminalité transfrontalière ou des crises politiques internes, crée des fractures dans la coordination des efforts. Comme le souligne Zounmenou "les divergences entre les États sur les approches sécuritaires limitent la mise en œuvre d'une stratégie régionale cohérente et efficace".

Ces divergences sont souvent amplifiées par des rivalités historiques. Des tensions persistantes entre certains pays, comme le Nigeria et le Ghana, ou entre les pays du Sahel, affaiblissent la cohésion nécessaire pour répondre collectivement aux crises. Ces rivalités, qu'elles soient fondées sur des enjeux géopolitiques, économiques ou ethniques, rendent difficile la coopération au sein des organisations régionales. Selon Adebajo "les rivalités entre les États membres minent la capacité des organisations régionales à mobiliser efficacement des ressources et à agir de manière unifiée face aux menaces communes".

Ces tensions politiques internes et externes compromettent donc la solidité des mécanismes de sécurité collective, limitant la capacité de la région à répondre efficacement aux défis sécuritaires croissants.

2. Le manque de ressources et la dépendance extérieure

Le manque de ressources et la dépendance extérieure constituent des défis majeurs pour les mécanismes de sécurité collective en Afrique de l'Ouest. Bien que des initiatives régionales existent pour coordonner les efforts de sécurité, leur efficacité est limitée par l'insuffisance de moyens financiers, humains et logistiques. Cette situation conduit les États ouest-africains à dépendre largement de l'aide extérieure pour gérer les crises sécuritaires.

En effet, les États de la région disposent de budgets de défense limités, souvent insuffisants pour répondre aux menaces complexes que sont le terrorisme, la criminalité transnationale et les conflits internes. Selon Vircoulon "la faiblesse des budgets alloués à la sécurité dans la plupart des pays ouest-africains empêche la constitution de forces de défense et de sécurité suffisamment équipées et formées pour faire face aux défis actuels". Cette insuffisance de ressources compromet la capacité des États à mener des opérations militaires efficaces, à sécuriser leurs frontières ou à maintenir l'ordre dans les zones instables. Le financement des forces armées et de police reste insuffisant, et les équipements, tels que les véhicules blindés, les systèmes de communication, et même les munitions, manquent souvent.

En conséquence, les initiatives régionales de sécurité collective, comme les opérations militaires conjointes, sont souvent confrontées à des retards et à une mise en œuvre inefficace. La dépendance sur des ressources limitées internes complique la mobilisation rapide de troupes et le déploiement logistique, affectant l'efficacité des interventions en cas de crise.

Ainsi, le manque de ressources locales oblige les pays ouest-africains à se tourner vers des partenaires extérieurs pour obtenir un soutien en matière de financement, d'équipement militaire et de formation. Selon Charbonneau (2017), "l'implication des puissances étrangères dans les efforts sécuritaires de la région reflète la dépendance des États africains vis-à-vis de l'aide extérieure, ce qui limite leur capacité à agir de manière autonome".

Cette dépendance extérieure, bien qu'elle permette de pallier les insuffisances locales, crée plusieurs problèmes. D'abord, elle limite l'autonomie décisionnelle des États de la région, qui doivent souvent s'adapter aux priorités stratégiques de leurs partenaires étrangers, plutôt qu'à leurs propres besoins. Par exemple, l'accent mis par la France sur la lutte contre le terrorisme au Sahel peut ne pas toujours correspondre aux priorités locales en matière de développement ou de sécurité intérieure. De plus, la dépendance financière vis-à-vis des donateurs internationaux expose les initiatives régionales à des fluctuations de financement, rendant les programmes de sécurité plus fragiles et moins durables.

Pour réduire cette dépendance, certaines initiatives ont émergé, comme l'Alliance des États du Sahel (AES), qui vise à renforcer la coopération militaire et sécuritaire entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. L'AES prône une approche plus autonome où les États sahéliens cherchent à mutualiser leurs ressources limitées pour renforcer leur capacité à répondre aux crises sécuritaires sans dépendre exclusivement des puissances extérieures. Tounkara explique que "l'AES représente un tournant vers une plus grande indépendance régionale, en se concentrant sur l'optimisation des ressources locales et la coopération intra-sahélienne".

Cependant, même avec des initiatives comme l'AES, la dépendance extérieure reste une réalité incontournable. Les États ouest-africains doivent donc trouver un équilibre entre l'assistance internationale et le renforcement de leur propre capacité à gérer les défis sécuritaires, pour assurer une sécurité collective plus efficace et durable.

B. L'influences extérieures et fragmentations régionales

Les alliances stratégiques avec des puissances extérieures exacerbent les rivalités. Certains États, en cherchant à renforcer leur position régionale par des partenariats avec la Russie, la France ou la Chine, nuisent à la coopération régionale en introduisant des agendas contradictoires. Cela crée des fractures entre les États et compromet l'unité nécessaire à une gestion efficace des questions de sécurité. Par exemple, les divergences sur les approches à adopter dans la lutte contre le terrorisme montrent que les rivalités fragmentent l'action régionale.

1. Les pressions géopolitiques des puissances extérieures

Les pressions géopolitiques des puissances extérieures jouent un rôle déterminant dans la dynamique de sécurité en Afrique de l'Ouest, en influençant les

choix stratégiques des États de la région. Ces pressions proviennent principalement des puissances occidentales, telles que la France, les États-Unis, et de nouveaux acteurs comme la Chine et la Russie. Ces puissances externes cherchent à protéger leurs intérêts stratégiques et économiques tout en se positionnant en tant que partenaires indispensables pour la sécurité régionale.

La France, en particulier, exerce une influence historique et omniprésente en Afrique de l'Ouest. À travers des opérations militaires comme Barkhane, elle joue un rôle de premier plan dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Cependant, cette présence militaire suscite des controverses. Si certains États, comme le Niger ou le Mali, dépendent fortement de l'appui français pour combattre les groupes djihadistes, d'autres acteurs politiques et une partie des populations locales voient cette présence comme une nouvelle forme de néocolonialisme. Comme l'indique Vircoulon (2016), "la présence prolongée de la France dans les affaires sécuritaires des États sahéliens soulève des questions sur l'autonomie de décision de ces derniers face à des intérêts extérieurs". Les manifestations anti-françaises au Mali et au Burkina Faso illustrent cette tension entre la nécessité de l'aide militaire et la volonté d'indépendance des États sahéliens.

L'Alliance des États du Sahel (AES), composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger, constitue une tentative de contrebalancer cette influence étrangère en renforçant la coopération militaire intra-sahélienne. Cependant, l'AES reste confrontée aux défis de financement et de dépendance envers des partenaires extérieurs pour équiper et former ses forces, réduisant ainsi son autonomie stratégique.

Outre les puissances occidentales, des acteurs comme la Chine et la Russie cherchent à accroître leur influence en Afrique de l'Ouest, notamment en matière de sécurité. La Chine, par le biais de son initiative des Nouvelles Routes de la Soie, s'engage de plus en plus dans la région, notamment par des investissements dans les infrastructures de sécurité et la fourniture d'équipements militaires. Cependant, contrairement aux puissances occidentales, la Chine adopte une approche plus discrète, se concentrant sur la sécurité économique, ce qui lui permet de s'impliquer sans interférer directement dans les conflits locaux.

Quant à la Russie, elle a récemment renforcé ses liens avec certains États ouest-africains en offrant des contrats de fourniture d'armes et des accords de coopération militaire. Par exemple, la présence du groupe Wagner reflète une nouvelle tendance dans la réorientation géopolitique de certains pays de la région vers Moscou. Selon Tounkara "l'appel à des acteurs non occidentaux, notamment la Russie, s'inscrit dans la volonté de certains États de diversifier leurs partenariats pour échapper à la tutelle des anciennes puissances coloniales". Cette diversification de partenariats, bien qu'elle renforce temporairement la capacité militaire de certains États, risque de créer de nouvelles dépendances stratégiques et d'amplifier les rivalités régionales.

Les États-Unis et l'Union européenne (UE) sont également des acteurs clés dans la sécurité ouest-africaine, principalement à travers des programmes de formation et de soutien logistique. Les États-Unis, via l'AFRICOM, ont intensifié leur coopération sécuritaire avec plusieurs pays ouest-africains, notamment dans la lutte contre le terrorisme et la stabilisation des zones frontalières. Cependant, leur engagement reste relativement limité en comparaison avec celui de la France. L'Union européenne, quant à elle, finance et soutient plusieurs missions de sécurité, notamment à travers l'EUTM Mali qui vise à former les forces armées maliennes. Toutefois, l'engagement de l'UE est souvent perçu comme conditionnel et lié à des réformes politiques et économiques, ce qui peut créer des tensions avec les gouvernements locaux.

Enfin, les pressions géopolitiques des puissances extérieures exacerbent les dynamiques de sécurité régionales, en influençant les priorités et les stratégies des États ouest-africains. Cette dépendance à l'égard des acteurs étrangers, bien que bénéfique à court terme pour la lutte contre des menaces comme le terrorisme, pose la question de l'autonomie régionale à long terme et du rôle que des initiatives comme l'AES pourraient jouer pour contrer ces influences.

2. Les rivalités régionales et fragmentation des initiatives de sécurité

Les rivalités régionales en Afrique de l'Ouest représentent un obstacle majeur à la mise en œuvre efficace des initiatives de sécurité collective. Ces rivalités se manifestent par des divergences politiques, des différends frontaliers et des ambitions géopolitiques contradictoires entre les États de la région, affaiblissant ainsi les efforts de coordination régionale. Par exemple, des tensions existent entre le Mali et ses voisins comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, concernant leur gestion des crises sécuritaires et leurs alliances militaires avec des puissances extérieures. Selon Adebajo "les rivalités interétatiques alimentées par des visions politiques divergentes freinent l'efficacité des organisations régionales en matière de sécurité".

Ces tensions favorisent une fragmentation des initiatives de sécurité, rendant difficile la coordination des efforts régionaux pour lutter contre des menaces transfrontalières comme le terrorisme ou la criminalité organisée. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), par exemple, peine à harmoniser ses actions en raison des agendas politiques divergents de ses membres. En conséquence, des initiatives comme le G5 Sahel ou l'Alliance des États du Sahel (AES), qui regroupent des États partageant des intérêts communs en matière de sécurité, émergent comme des alternatives à la CEDEAO. Cependant, ces nouvelles alliances restent fragiles en raison des rivalités internes, des problèmes de financement, et de la dépendance vis-à-vis des puissances extérieures.

Ainsi, les rivalités régionales accentuent la fragmentation des initiatives de sécurité en Afrique de l'Ouest, limitant la portée des efforts collectifs et compromettant la stabilité régionale.

Conclusion

La sécurité régionale en Afrique de l'Ouest est profondément influencée par les dynamiques complexes de coopérations et de rivalités interétatiques. Ces dynamiques façonnent les initiatives sécuritaires, modulent les réponses aux crises et déterminent l'efficacité des mécanismes de défense collective. D'une part, la coopération entre les États, illustrée par des organisations comme la CEDEAO, le G5 Sahel, et plus récemment l'Alliance des États du Sahel (AES), permet de mutualiser les ressources et de renforcer les capacités militaires à travers le partage d'informations, la formation des forces armées, et la coordination des opérations de sécurité. Cette coopération offre des opportunités pour une réponse collective face aux menaces transnationales telles que le terrorisme, la criminalité organisée et les conflits armés. La formation conjointe et les échanges de renseignements, par exemple, sont essentiels pour renforcer l'efficacité des forces de sécurité régionales et permettre des actions rapides et concertées.

D'autre part, les rivalités interétatiques freinent ces efforts de coopération et contribuent à la fragmentation des initiatives régionales. Les divergences politiques, les ambitions géopolitiques et les alliances stratégiques avec des puissances extérieures créent des tensions entre certains États, rendant difficile la mise en place d'une approche unifiée. Ces rivalités sont exacerbées par les influences extérieures, notamment celles des puissances occidentales comme la France, les États-Unis, ou des acteurs émergents comme la Chine et la Russie, qui poursuivent leurs propres intérêts stratégiques en Afrique de l'Ouest. L'implication de ces puissances, bien qu'elle renforce la capacité de certains États à faire face aux menaces immédiates, accentue les divisions entre ceux qui s'alignent sur l'une ou l'autre de ces puissances, compliquant ainsi la coopération régionale.

L'Alliance des États du Sahel (AES) représente une réponse spécifique à ces défis, en particulier pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Ces pays, confrontés à des menaces communes et à une méfiance croissante envers les puissances occidentales, ont cherché à renforcer leur autonomie sécuritaire en formant cette alliance. Cependant, même cette initiative, qui repose sur des intérêts mutuels, reste vulnérable aux pressions externes et aux rivalités internes, notamment en raison des difficultés de financement et de la dépendance logistique. L'AES a néanmoins le potentiel de servir de modèle pour d'autres États de la région, en particulier si elle parvient à surmonter ses défis initiaux et à prouver l'efficacité de ses actions sur le terrain.

En fin de compte, le succès des initiatives régionales de sécurité en Afrique de l'Ouest dépendra de la capacité des États à surmonter leurs rivalités internes et à réduire leur dépendance vis-à-vis des acteurs extérieurs. La clé réside dans le renforcement des mécanismes de dialogue et de médiation pour résoudre les différends entre États, et dans la consolidation des organisations régionales pour garantir des réponses collectives et cohérentes aux défis sécuritaires. La stabilisation de la région, face à des menaces transnationales, nécessite une approche globale et inclusive, intégrant à la fois les acteurs étatiques, régionaux et internationaux. La coopération interétatique doit donc être encouragée et renforcée, car elle est essentielle pour construire une sécurité durable et collective en Afrique de l'Ouest, et pour garantir la paix et la stabilité à long terme dans la région.

Références

- Adebajo, A. (2014). *Building Peace In West Africa: Liberia, Sierra Leone, And Guinea-Bissau*. Lynne Rienner Publishers.
- Charbonneau, B. (2017). *France And The New Imperialism: Security Policy In Sub-Saharan Africa*. Ashgate Publishing, Ltd.
- Vircoulon, T. (2012). "La Coopération De Sécurité En Afrique De L'ouest: Défis Et Perspectives." In C. Seck & J. Kazadi (Eds.), *Sécurité Collective Et Défis Transnationaux En Afrique* (Pp. 55-72). Presses Universitaires De France.
- Foucher, V. (2020). "Le G5 Sahel Face Aux Défis Sécuritaires Transfrontaliers." In F. Charillon & P. Boniface (Eds.), *Géopolitique Du Sahel : Défis Et Perspectives* (Pp. 89-107). Presses De Sciences Po.
- Toukara, A. (2019). *L'Afrique Face Aux Défis Sécuritaires : Entre Coopération Et Rivalités*. Éditions L'Harmattan.
- Toukara, B. (2022). La Nouvelle Dynamique Des Relations Russo-Africaines: Enjeux Et Perspectives Pour L'Afrique De L'ouest. *Revue Africaine Des Relations Internationales*, 14(2), 45-63.
- Maïga, I. (2018). "Les Rivalités Interétatiques Et La Sécurité Régionale En Afrique De L'ouest." *Cahiers D'études Africaines*, 230(2), 243-265.